

DÉCENTRALISATION ET TRANSFORMATION DES AGENCE RÉGIONALES DE SANTÉ : UNE RÉFORME QUI MET EN DANGER L'ÉGALITÉ ET LE SERVICE PUBLIC

Le gouvernement impose une réorganisation majeure de notre système de santé et notamment du secteur médico-social par une lettre de mission du 5 décembre 2025. Celle-ci ne demande pas d'examiner différentes options, de réfléchir à notre système de santé : elle sert à faire passer une réforme déjà décidée !

UNE FAUSSE DÉCENTRALISATION FRAGMENTANT LE SERVICE PUBLIC DE SANTÉ

Par cette lettre de mission, le gouvernement prévoit de répartir les responsabilités entre l'État, les départements et les préfets, ouvrant la porte à un système de santé encore plus inégalitaire :

- Des droits différents selon le territoire,
- Une mise en concurrence des départements,
- Une perte de cohérence dans les parcours de vie,
- Une aggravation des inégalités sociales et territoriales.

Ce n'est pas une décentralisation démocratique, c'est un démantèlement organisé de notre système de santé publique.

AFFAIBLISSEMENT DES ARS

La réforme prévoit de transformer les agences régionales de santé en simples directions administratives. Cette perte d'autonomie avec un renforcement du pouvoir préfectoral laisse à penser d'un gouvernement qui continue à marche

forcée d'affaiblir notre service public de santé.

Cette réforme signe la mort de l'égalité d'accès aux soins et confirme une volonté gouvernementale de mise en concurrence des régions pour attirer professionnels et financements.

- La santé n'est pas une marchandise
- La santé est un droit fondamental.

LE SECTEUR MÉDICO-SOCIAL :

La lettre de mission traite le secteur médico-social comme un problème administratif à réorganiser : rien sur les besoins des personnes âgées, des personnes en situation de handicap, des personnes vulnérables. Les conditions de travail, les questions de salaire d'un secteur exsangue ne sont pas la priorité ! Et le défendre deviendra de plus en plus difficile faute d'interlocuteur clairement défini !

Le risque d'une telle réforme est clair : un secteur encore plus éclaté, plus inégalitaire et fragilisé à l'extrême.

UNE RÉFORME BUDGÉTAIRE DÉGUISÉE

Derrière les mots « organisation » et « simplification », la lettre de mission cache une réforme fiscale avec le transfert de ressources,

la fragilisation du financement national de l'autonomie et une dépendance accrue aux budgets locaux. Les territoires les plus pauvres seront les plus pénalisés

NOUS REFUSONS

- Une réforme imposée,
- Une santé pilotée par les préfets,
- Une France à plusieurs vitesses,
- Un secteur médico-social réduit à une variable d'ajustement,

- Une démocratie en santé vidée de sa substance

NOUS EXIGEONS

- Des droits identiques pour toutes et tous, partout,
- Une réforme construite avec les professionnels, les usagers et leurs représentants,
- Un service public de santé et d'accompagnement fort et solidaire.

**LA SANTÉ ET L'AUTONOMIE SONT
DES BIENS COMMUNS.
ENSEMBLE, DÉFENDONS-LES**

A Paris Le 22 janvier 2026